



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Union méditerranéenne

Question au Gouvernement n° 1282

Texte de la question

UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

M. le président. La parole est à M. Jean Roatta, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jean Roatta. Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères et européennes ; j'y associe mon ami Renaud Muselier et les parlementaires de Marseille.

Lorsque, en 2007, le Président Nicolas Sarkozy a engagé le projet d'une Union pour la Méditerranée, pour relancer le processus de Barcelone passablement en panne, il était porté par une volonté : celle de faire de la Méditerranée un grand laboratoire de développement partagé, avec comme ciment, la grandeur de la civilisation méditerranéenne. Ce projet, réunissant les pays de l'Union européenne et ceux du pourtour méditerranéen, est une démarche qui s'inscrit dans le sens de l'histoire.

Les réunions de juillet et novembre 2008 ont permis de jeter les bases de ce nouvel espace qui doit prendre corps à travers des outils concrets en termes de structure, comme notamment la création d'un secrétariat permanent. Mais la réalité politique de cette région du monde est complexe et les crises politiques sont nombreuses. Il n'est pas possible de le nier ou de mettre entre parenthèses ces dossiers politiques, car il en va de la crédibilité de l'adhésion de nos sociétés civiles à ce grand chantier.

Or la plus récente de ces crises - la guerre de Gaza de janvier 2009 - semble avoir donné un coup de frein à cette Union pour la Méditerranée. S'il n'est pas pensable de faire de l'Union pour la Méditerranée l'otage du conflit israélo-palestinien, les derniers événements ont néanmoins fortement ralenti ce processus. Depuis lors, les contacts entre ses membres sont *a minima* et le secrétariat permanent, outil central de l'Union, n'est toujours pas en place.

Je sais que M. le ministre des affaires étrangères est intervenu devant l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne, le mois dernier, et qu'il a évoqué, avec son homologue égyptien, les moyens de relancer ce processus avec toujours la même volonté de bâtir l'Union pour la Méditerranée. Où en sommes-nous ? À quelle échéance est prévue la prochaine réunion des représentants des quarante-trois pays membres de l'Union pour la Méditerranée, réunion à plusieurs reprises reportée ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Maire, secrétaire d'État chargé des affaires européennes.

M. Bruno Le Maire, *secrétaire d'État chargé des affaires européennes*. Monsieur le député Jean Roatta, qu'est-ce que nous voulons pour l'Europe ?

M. Maxime Gremetz. Vous voulez l'Europe des multinationales !

M. Bruno Le Maire, *secrétaire d'État*. Nous voulons que l'Europe soit un ensemble politique fort et cohérent avec des frontières et une identité. C'est pourquoi nous avons indiqué à plusieurs reprises que nous souhaitons arrêter l'élargissement après l'intégration des Balkans.

Cet ensemble politique fort et cohérent avec des frontières devra naturellement établir les relations les plus solides et les plus sereines possible avec ses voisins : avec la Russie d'abord, qui est un des grands ensembles stratégiques avec lesquels nous devons consolider nos relations, la crise du gaz l'a montré encore récemment ; avec les pays de l'Est, d'Europe centrale et orientale, c'est ce qu'a fait le Premier ministre en participant à la réunion des pays d'Europe centrale et orientale à Prague, la semaine dernière ; et naturellement, avec nos grands voisins du Sud - vous êtes directement concerné étant le président du groupe d'amitié France-Maroc.

Il est vrai que le projet d'Union pour la Méditerranée s'est heurté à la guerre de Gaza. Ce n'est pas une raison pour baisser les bras.

M. Jean Roatta. Très bien !

M. Bruno Le Maire, *secrétaire d'État*. Nous avons eu une première réunion de travail, le 23 avril dernier, sous la présidence de Javier Solana à Bruxelles où nous avons commencé à étudier avec nos partenaires arabes et israéliens les projets sur lesquels nous pouvions avancer.

Nous avons eu une nouvelle réunion, le 30 avril dernier, à Alexandrie entre Égyptiens et Français pour étudier, là encore, des projets concrets susceptibles de progresser. Nous aurons, je l'espère, avec les quarante-trois États membres de l'Union pour la Méditerranée, fin juin, sous la coprésidence de Jean-Louis Borloo, une réunion destinée à étudier les moyens de poursuivre le développement durable entre l'Union européenne et les pays riverains de la Méditerranée.

L'UPM reste un beau projet européen, un projet de paix, un projet de développement. Il continuera à avancer !
(*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean Roatta](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1282

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires européennes (II)

Ministère attributaire : Affaires européennes (II)

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 mai 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 13 mai 2009